

PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A LA DEMANDE

AUTORISATION DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS MEDICAUX

A renseigner que si vous n'avez pas l'âge requis (55 ans pour la mère, 60 ans pour le père) et que vous êtes atteint d'une infirmité :

Pour vous monsieur coordonnées de votre médecin traitant² :

- Nom :

Adresse :Téléphone :

Pour vous madame coordonnées de votre médecin traitant² :

- Nom :

Adresse :Téléphone :

J'autorise la communication de tous documents à caractère médical à un médecin conseil expert de la sous-direction des pensions, sous enveloppe « secret médical », afin que mon dossier puisse être instruit en toute connaissance de cause et le plus rapidement possible.

Je reconnais avoir connaissance du fait que je peux demander communication des pièces médicales ayant motivé la décision prise par l'administration.

Fait, le

Signature (s) de la (ou des) personnes concernées

PIECES D'ETAT CIVIL

- Copie de l'acte de naissance
- ou extrait de naissance avec mentions marginales
- ou copie de la carte nationale d'identité en cours de validité, ou passeport, ou certificat de nationalité

PIECES ADMINISTRATIVES

DANS TOUS LES CAS :

- Demande de pension complétée, datée et signée
- Copie complète de l'avis d'imposition de l'année considérée
- Le cas échéant, jugement de tutelle et certificat de non recours suite à ce jugement.

POUR L'ASCENDANTE SEULEMENT qui ne remplit pas la condition d'âge (55 ans) et qui a à sa charge un enfant âgé de moins de 20 ans ou infirme :

- Attestation établie par la caisse des allocations familiales indiquant la personne physique qui assure la charge effective et permanente de l'enfant concerné

PIECES MEDICALES

- Certificat médical mentionnant avec exactitude l'infirmité (ou les infirmités) dont est atteint le demandeur, la date d'apparition de celle-ci, si la condition d'âge n'est pas satisfaite.

² Conformément à la loi n°2002-303 du 4 mars 2002, au décret n°2002-637 du 29 avril 2002, relatifs à l'accès aux informations personnelles détenues par les professionnels et les établissements de santé, et en accord avec l'article 50 du décret 95-1000 du 6 septembre 1995 portant Code de Déontologie Médicale.